

Territoires Littoraux et Fluvio-Estuariens : entre attractivité, vulnérabilité et protection

LES TERRITOIRES LITTORAUX ET FLUVIO-ESTUARIENS

sont le support et la matrice d'activités plurielles (exploitation de ressources, activités économiques, urbanisation attractivité touristique, réserve de patrimoine et de biodiversité, axes de transport etc.). Ces interfaces Terre-Mer / Eaux-Territoires sont l'objet d'évolutions socio-économiques et réglementaires significatives au regard notamment des vulnérabilités accrues associées aux changements globaux (climatique, environnementaux, mobilités démographiques...). Ces territoires littoraux et fluvio-estuariens sont marqués à la fois par leur attractivité, leur vulnérabilité et la concentration de mesures de protection qui se déclinent différemment selon les spécificités de chaque territoire. Cette tension entre les diverses fonctionnalités du territoire est source d'interdépendances entre des populations et entre des activités contraintes de se partager l'espace et les ressources et à cohabiter dans des rapports concurrentiels voire conflictuels.

Les recherches conduites à EADT ont un double objectif :

- éclairer la complexité et la diversité des enjeux et des tensions propres aux territoires littoraux et fluvio-estuariens à partir de travaux multidisciplinaires mobilisant des méthodes tant qualitatives que quantitatives
- produire des connaissances et des références permettant d'orienter les pratiques sociales et les politiques publiques pour une gestion durable de ces territoires

Disciplines

Agronomie Économie Géographie Science politique Sociologie Statistique

Mots-clés

Gestion intégrée des socio-écosystèmes Protection et attractivité
Économie du littoral Dynamiques foncières Représentations, usages et conflits

Responsable du pôle littoral

Jeanne Dachary-Bernard

Les recherches de l'équipe EADT s'attachent à décrire les pratiques et l'expérience ordinaires des différents usagers riverains du littoral, de la mer et des estuaires. Ces territoires, longtemps restés "territoires du vide", sont aujourd'hui (sur)investis de valeurs référencées en termes de patrimoine, de paysage, de biodiversité, associées à des zonages, des modes de gestion et des réglementations diverses. Il s'agit alors de comprendre la manière dont les usagers s'approprient ces normes, ces valeurs, et d'observer les tensions qu'elles suscitent au regard des pratiques historiquement ancrées sur le territoire. L'objectif est également d'analyser comment les riverains et leurs expériences contribuent à la définition des enjeux et des politiques de préservation de l'environnement (lanceurs d'alerte, participation aux débats publics, expériences de sciences participatives...). Les recherches visent également à observer les conséquences de ces normalisations en termes d'inégalités environnementales.

Certaines analyses mobilisent des démarches d'évaluation des préférences individuelles (résidents, touristes) à partir de la valeur économique que chaque usager peut accorder à différentes options d'aménagements ou différentes politiques de gestion des risques (stratégies de défense contre l'inondation par endiguement, recul stratégique par le repli des constructions existantes derrière une nouvelle ligne de défense naturelle ou aménagée...), définies en fonction de leurs impacts sur les aménités et la sécurité des biens et personnes.

Par ailleurs, des travaux interrogent les conséquences pour le développement économique de l'importance croissante accordée à des activités récréatives et à l'évaluation de leurs différents ressorts marchands ou non marchands. Elles visent à caractériser, sur un plan économique et social, les demandes de loisirs de nature et interrogent leurs spécificités littorales et les nouveaux "modèles économiques" qui peuvent s'en inspirer. Dans cette même perspective, des travaux s'intéressent aux dimensions patrimoniales des activités productives exploitant des ressources naturelles (comme l'aquaculture) et à leurs modes de gouvernement à différentes échelles.

Les tensions observées entre les différentes fonctionnalités des territoires littoraux et la multiplicité des acteurs et des usages invitent à focaliser des travaux tout autant sur les conflits d'usages que sur les processus de coordination visant à les arbitrer.

A cet effet, les travaux de l'équipe EADT s'intéressent aux deux types de conflits dominants et interdépendants à l'œuvre sur ces territoires (et notamment aux logiques foncières associées) : les conflits d'accès à l'espace et les conflits liés à l'accès aux ressources et à leurs modalités d'usage. Ces problématiques sont désormais exacerbées par les impacts du changement climatique notamment en terme de (re)localisation d'activités économiques, d'infrastructures ou d'aménagements résidentiels en zone littorale.

Dans ce sens, certains travaux visent à analyser la relation entre environnement littoral ou estuarien et "qualité de vie" via la mobilisation d'un indicateur composite intégrant les conditions socio-économiques et environnementales du territoire. L'approche, type *Millenium Ecosystem Assessment*, mise sur une complémentarité des approches objectives (conditions de vie) et subjectives (bien-être et satisfaction) de la qualité de vie.

La multiplication des normes et des instruments d'action publique dédiés à la protection de l'environnement sur les territoires littoraux et fluvio-estuariens, de l'échelle locale à l'échelle européenne, (Directive cadre stratégie pour le milieu marin (2008), Parcs Naturels Marins, Grenelle de la Mer, Natura 2000 en mer, Directive cadre européenne sur l'eau (2000), Plans Climats, stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte, Plans de prévention contre les risques inondations, prospectives eau...) tout comme la recherche de modèles de gestion intégrée des socio-écosystèmes (Gestion Intégrée des Zones Côtières ; Marine Spatial Planning...) conduisent à étudier et à évaluer les différentes formes et l'efficacité des dispositifs d'action publique. Alors que ces dispositifs reposent de plus en plus sur des processus de participation et de concertation, nos recherches interrogent la mise en œuvre de ces principes participatifs et les conséquences en termes d'efficacité environnementale, de réception sociale, d'équité sociale de ces formes de gouvernance décentralisées.

